

mandes faites pour les autres comtés. Je ne demande aucune faveur au gouvernement, j'ai trop de respect pour ma position dans cette chambre et dans le pays pour demander au gouvernement la moindre faveur pour de semblables raisons. J'envisage la question à un point de vue plus élevé, au point de vue du commerce du pays, de notre marine marchande, domestique et étrangère ; et si cela ne suffit pas pour convaincre le gouvernement, que des comtés comme Guysborough et Lunenburg ont droit à une plus large part de deniers publics que les comtés auxquels j'ai fait allusion, je crois qu'aucun argument ne le convaincra. Cependant, je ne désespère pas encore tout à fait que le gouvernement s'apercevra que la politique suivie par lui jusqu'à présent n'a pas été conforme aux véritables intérêts du pays. S'il veut dépenser de l'argent pour cette branche du service public, il devrait le dépenser dans les endroits où cela est nécessaire.

Je n'ai pas de doute que plusieurs de ses dépenses faites dans quelques-uns des comtés que j'ai mentionnés, auraient pu être différées ; bien qu'elles puissent être utiles jusqu'à un certain point, je n'ai pas de doute qu'elles auraient pu, tout de même, être différées dans les endroits dont j'ai parlé, pendant que ces localités plus importantes, telles que Yarmouth, Lunenburg et Guysborough souffrent réellement du manque de ces jetées et de ces brise-lames, ainsi que de ces travaux de dragage sur lesquels des honorables membres de cette chambre ont, d'année en année, appelé l'attention du gouvernement. Je répète qu'aucun des honorables députés qui représentent ces comtés ne voudrait, pas plus que moi, demander de faveurs ; ils font leur devoir en signalant ces choses au gouvernement, et je suppose qu'ils comptent sur l'opinion publique de ce pays, qui devrait suffire à elle seule pour engager, si non pour forcer le gouvernement à dépenser les deniers publics aux endroits où cela est le plus urgent, et à laisser de côté pour le moment ces localités, qui ne souffrent pas immédiatement de l'absence de ces améliorations.

J'espère que le gouvernement tiendra compte des observations que j'ai faites, et qu'à l'avenir, du moins, il adoptera une politique qui sera approuvée d'une manière plus générale par la population de ce pays. Le trésor n'est pas sa propriété. Les députés de la gauche et le parti libéral en général, mangent autant, boivent autant et portent d'aussi bons vêtements que les honorables membres de la droite et, par conséquent, ils ont droit à une part des deniers publics, non pas comme faveur, mais comme un droit. Comme je l'ai dit, je dédaigne de demander des faveurs au gouvernement. Ce que je réclame, c'est un droit, droit que les citoyens de ce pays en général peuvent réclamer du gouvernement.

M. KENNY : J'ai aussi reçu, de certains amis du comté de Digby, une copie du document que mon honorable collègue a soumis à la chambre. Mon honorable collègue a dit, pour s'excuser, je suppose, auprès de l'honorable représentant du comté de Digby dans cette chambre, et pour justifier ce que l'on pourrait appeler son infraction à l'étiquette parlementaire—bien que je n'aime guère à me servir de cette expression à l'égard d'un vieux membre du parlement comme mon honorable collègue—qu'il était né dans le comté de Digby.

M. JONES (Halifax).

Dans mon ignorance des usages parlementaires, j'ai toujours supposé qu'un député, en soulevant une question de cette nature devant la chambre ou le comité de la chambre, pouvait être censé, jusqu'à un certain point, s'immiscer dans ce qui regarde plus particulièrement le représentant de cette circonscription électorale dans la chambre.

Mais, je dois le dire, mon honorable ami a donné une très bonne excuse pour sa violation de cette règle du parlement, en nous disant qu'il agissait ainsi, parce qu'il était né dans le comté de Digby, et je suis persuadé que cette raison aura un grand poids auprès du gouvernement et de cette chambre, et que nous serons tous trop heureux de constater que le gouvernement reconnaît que ce comté a des droits particuliers, parce que mon distingué collègue y a vu le jour.

Il m'est arrivé de naître dans un autre comté de cette province, et je dois blâmer mon honorable collègue de n'avoir pas appelé l'attention du gouvernement sur ce comté, qui n'est pas le moindre, mais que je considère, au contraire, comme le plus important de la Nouvelle-Ecosse. Il m'est arrivé de naître dans le comté de Halifax, dans la province de la Nouvelle-Ecosse, dans ce comté qui est représenté dans cette chambre par mon honorable ami de la gauche et par moi ; et je regrette infiniment que, dans l'accomplissement d'un devoir public important, dont mon honorable ami s'est acquitté avec son habileté accoutumée, et auquel il me paraît avoir apporté une attention plus qu'ordinaire, il ait complètement omis de mentionner ce comté important. Je considère qu'il est de mon devoir de suivre mon collègue de Halifax dans cette occasion, et de lui rappeler que nous n'avons pas tous eu le bonheur de naître dans le comté de Digby, que quelques-uns sont nés dans d'autres comtés aussi fidèles au gouvernement que ce très beau comté de Digby.

Je dois blâmer le ministre des travaux publics. Je lui ai parlé de cette même question de dragage, et j'ai dû trouver à redire de ce que le comté dans lequel je suis né eût été négligé. Lorsque j'allai aux informations, on me dit que le dragueur avait été employé dans le comté d'Yarmouth, et qu'en conséquence, il n'était pas disponible pour le comté de Halifax. Je ne sache pas que le comté d'Yarmouth ait fait plus pour le présent gouvernement, ou qu'il lui ait été plus fidèle que le comté de Halifax. Il est vrai que Halifax occupe une position exceptionnelle dans cette législature. C'est peut-être malheureux pour lui, mais il a été un partisan du gouvernement, et Yarmouth ne l'a pas fait et, cependant, l'honorable député (M. Jones) a essayé de faire croire que le ministre des travaux publics est guidé par des motifs inavouables, par des motifs d'intérêt de parti, et il a allégué pour raison de cette imputation, que le ministre a complètement négligé des comtés importants qui élisent des adversaires du gouvernement fédéral.

M. KIRK : Il n'y a pas de doute là-dessus.

M. KENNY : Yarmouth n'a pas été négligé, cela est très évident, car, si je consulte le rapport du ministre des travaux publics, je vois à la page 17, dragage fait dans la Nouvelle-Ecosse, que Yarmouth, le comté représenté par un adversaire du gouvernement, reçoit à lui seul plus que le montant dépensé dans les deux comtés de la province qui reçoivent le plus. Des citoyens d'Yarmouth, hommes d'énergie et de talent, qui sont un honneur et